

Avis adopté

Séance plénière du 12 mars 2024

Quelles transitions énergétiques pour les Outre-mer ?

Déclaration du groupe CFE-CGC

Le soleil brille en Outre-mer mais l'énergie renouvelable rame.

Ces travaux ont été très techniques pour notre délégation.

Les territoires ultramarins importent largement une énergie encore très carbonée.

Les transitions énergétiques pour les outre-mer doivent inclure le développement accru des énergies renouvelables, comme le solaire et l'éolien, pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles, voire l'abandonner. L'éloignement de ces territoires et l'absence de filière industrielle ne serait-ce que pour la mobilité, la cherté de la vie ne permettra pas d'atteindre les objectifs.

Les projets d'efficacité énergétique, la modernisation des réseaux électriques et le soutien à l'innovation technologique seraient également essentiels pour une transition réussie vers des systèmes énergétiques durables et autonomes.

L'accumulation de freins administratifs et réglementaires, les délais pour obtenir des autorisations de construction, le temps des recours en France, sont des facteurs qui ne contribuent pas à l'atteinte des objectifs fixés pour 2030 sur tous les territoires.

Des investissements sont nécessaires pour les projets mais également pour la recherche (notamment sur les sargasses), ainsi que pour la mise à nouveau des réseaux, les collectivités territoriales doivent être aidées en ce sens notamment en termes d'ingénierie. La question du foncier se pose à nouveau.

Les travaux de la délégation ont fait ressortir une nouvelle fois la nécessité d'impliquer sur ce sujet sur chacun de ses territoires les acteurs locaux, tel que les CESER mais également les citoyens. L'acculturation, le partage d'information sont des outils indissociables pour la réussite des projets.

Il y a également à identifier un potentiel d'emploi à créer, mais faudrait-il encore que des formations initiales ou professionnelles existent sur ces territoires. Nous alertons également sur les tarifs énergétiques à venir et sur les difficultés des plus précaires à financer leur propre consommation. L'état doit abonder les budgets de solidarité en matière énergétique au CCAS en la matière pour les citoyens ultra marins.

Nous soutenons particulièrement les préconisations suivantes 1,5,8 et 13.

Nous le disons à nouveau les politiques publiques Françaises doivent prendre en compte les spécificités, l'éloignement de chacun de ses territoires non pas en réaction financière temporaire, mais en investissement de long terme, c'est à ce prix que l'économie de ces territoires, l'emploi, progresseront.

Notre groupe votera favorablement.